



N°2-Septembre 2014

La voix off de la centrale

C'est parce que c'est Notre bien qu'on ne le laissera pas nous le prendre

Sommaire

Page 1

Édito

Page 2

Mouvements

aléatoires :

L'épopée de la
DGCA

Page 3

Les tablettes
au musée

Le lapin blanc

Page 4

Vente à
tempérament au
moins disant

Discrimination
au sein de la
Culture

Pour faire face, nous avons un outil, le syndicat, - et plus il sera fort, et cela dépend de vous, non seulement à l'occasion des élections aux CAP, CCP et CT, mais aussi en rejoignant la CGT Culture, mieux il pourra, avec vous, faire en sorte que les choses bougent dans le bon sens, en pesant sur des décisions prises trop souvent sans concertation, au détriment des conditions de travail et pour des actions insatisfaisantes dans les champs que l'action du ministère recouvre.

Édito

C'est la rentrée et nous aussi

(pas de fleurs et pas de temps pour la nouvelle Ministre)

L'automne est aux portes, le chat à la fenêtre, et tous les dossiers sont là : les salaires, les carrières, les missions, la réduction des effectifs, les conditions de travail...

Les promesses de la campagne électorale ont été trahies, la situation se détériore jour après jour. Il faudrait penser « finance », pas « culture ».

L'automne sera rude, les suppressions de postes continuent, la chasse aux doublons aussi. On réorganise sans que se dessine une vraie politique culturelle qui redonne du sens à notre travail, on cherche à tuer l'histoire de ce ministère et de son administration centrale, à détruire ces spécificités qui sont la richesse de ce ministère et font qu'il a su demeurer proche des professionnels, des usagers, des citoyens.

On réorganise sans cesse, les missions se transforment au gré des budgets, des évolutions technologiques, des caprices d'intérêt et de politique confusionnelle : aucune anticipation, aucune stratégie politique de projet de carrière pour les agents ni de parcours professionnel.

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté » disait Antonio Gramsci. Si la politique néolibérale de ce nouveau gouvernement indique assez quels intérêts particuliers que le gouvernement entend servir et à quoi il veut soumettre les salariés, il faut lui opposer nos luttes pour le repyramidage de la filière administrative, pour les salaires et les primes, pour la titularisation des agents contractuels, pour les conditions de travail, pour nos missions.

On connaît l'intérêt de la Ministre pour le numérique et les nouvelles technologies mais cela ne doit pas faire oublier l'humain. Si avec les évolutions technologiques, il n'y a pas d'évolution des acquis sociaux, il n'y a pas de progrès.

En tout cas, la CGT, avec les personnels de l'administration centrale, fera tout pour que la nouvelle locataire de la rue de Valois ne l'oublie pas.

En attendant, l'automne est aux portes, le chat à la fenêtre et les nuages dans le ciel forment les mots «mobilisons nous avec la CGT-Culture».

Jean Paul Leonarduzzi
Secrétaire de la Section
des administrations centrales

Mouvements aléatoires : l'épopée de la DGCA

Par une belle matinée de décembre 2008, les agents de la DMDTS et de la DAP rejoignaient leur nouveau lieu de travail. Au coin de la rue de Montmorency et de la rue Beaubourg, un blason leur promettait des « aventures créatives⁽¹⁾ ». Qu'en est-il presque cinq ans plus tard, et de cette promesse, et du fonctionnement de la DGCA ?

En 2011, dans le contexte de la révision générale des politiques publiques⁽²⁾, des modifications d'organigramme étaient annoncées, des « dysfonctionnements » pointés, sans pour autant que l'on sache bien de quoi on parlait. Sans doute pas de l'absence de lisibilité et de définition de priorités dans les missions de la DGCA dans un contexte de restriction des moyens. Sans doute pas d'un personnel constamment placé devant des injonctions paradoxales, pris en étau entre différentes urgences. Sans doute pas de circuits de validation des décisions ralentissant toute prise de décision, ni du grand jeu-concours des parapheurs proposant une multitude de circuits possibles pour chaque note ou lettre. Sans doute pas des conditions de travail, avec une inspection sur deux sites, une absence d'isolation phonique, des problèmes d'éclairage, de climatisation...

Le maître-mot était alors le changement de l'organigramme. Déjà pointait l'intention de détacher l'enseignement des services métiers, alors même qu'était réaffirmé la volonté de mieux ancrer ces enseignements dans les professions et l'emploi. A défaut d'une discussion sur le sens de l'action, sur les communications à établir entre les services sur des projets, il y allait y avoir un organigramme. Il y en eu plusieurs, déjà, des projets, encore un grand jeu-concours, où le directeur-adjoint chargé des arts plastiques perdit. Le directeur général ne lui survécut pas bien longtemps.

Michel Orier, nouveau Directeur, affirmait à son arrivée, à notre grand soulagement, vouloir restaurer la confiance entre le personnel et la Direction : « *Nous serons probablement amenés à faire quelques ajustements, mais il n'y aura pas de nouvelle réforme de l'organigramme, l'essentiel est là, à nous de le faire vivre et de nous donner les moyens de redevenir la boîte à idées dont le pays a besoin pour réaliser les chantiers que la ministre nous a fixé.* »

Deux ans (et bien des groupes de travail) plus tard, nous pouvons mesurer la distance entre le discours et les faits.

La médecine du travail a rendu fin 2013 au Comité d'hygiène et de sécurité un rapport s'inquiétant d'une situation de mal être avéré à la DGCA. S'en est suivi l'établissement d'un plan de prévention des risques psycho-sociaux, et une formation pour les encadrants⁽³⁾.

La situation, elle, ne s'est pas améliorée. Elle a même empiré avec le ressenti d'une désorganisation généralisée, d'un manque de clarté dans les commandes, d'une complexité croissante dans le dialogue avec une hiérarchie qui a de plus en plus souvent tendance à l'entre-soi, avec un management brutal, et un décalage de plus en plus grand entre l'investissement des agents et le résultat produit. Les groupes de travail, réunis dans le cadre de l'élaboration du projet de service ont fait des propositions qui n'ont été retenues que dans la mesure où elles étaient compatibles avec le gosplan du « board », car, à la DGCA, il y a un « board » (la garde ultra rapprochée), et en dessous il y a un « staff » (la hiérarchie), et après, quasi directement, la soute, et le board ne sait pas trop à quoi peuvent bien servir les soutiers, ni ce qu'ils font.

Les moyens, eux, sont toujours en diminution, et c'est ainsi que l'on ne peut même plus se déplacer en région comme il conviendrait pour suivre les réseaux professionnels, et pour les festivals, ceux qui peuvent encore y partir en sont de leur poche (et en plus on nous demande au retour si c'est bien utile qu'on soit là où sont tous les professionnels).

Et maintenant, nous en sommes au point où l'on va nous consulter sur un ... nouvel organigramme. Car entre temps, Michel Orier a découvert les vertus de l'organigramme et le fait que les paroles n'engagent que ceux qui y croient. (Maintenant, il nous promet du « matriciel », mais qui y croit encore ?).

Cet organigramme, nous le pensons, sera facteur de recul et de divisions qui ne serviront pas la mission de service public. Il importe, par exemple que l'enseignement de la création soit défini dans une proximité avec la filière de la création. Sa place est donc dans les services métiers, avec un service transversal pour apporter une plus-value juridique et organisationnelle.

C'est vrai, certains constats (ils ne sont pas nouveaux) appellent des réponses : l'absence de « diversité » dans les recrutements des établissements d'enseignement est à la fois un enjeu social et un enjeu pour le renouvellement de la création. Dans la réflexion menée (ou pas), on aurait pu entendre des propositions pour y remédier. Cela n'a pas été le cas. Invoquer la promotion de la diversité, comme de la parité contre des institutions ou des organisations supposées immobiles, en appeler à l'urgence de « bouger » est devenu un classique, à défaut de mettre en place les outils de dialogue, de valorisation de ce qui est bien fait, de réflexion sur l'adaptation du service public et des compétences des agents à de nouveaux enjeux sociaux.

Un organigramme n'est pas une réponse, c'est au mieux un outil. L'outil qui est dessiné n'est pas le bon.

Au lieu de régler des « dysfonctionnements », il s'agit de réduire l'identité des champs de la création, sous couvert de multi-, de pluri- et de trans-disciplinaire⁽⁴⁾. Il s'agit de réduire ce qui est spécifique, mais surtout de décréter d'en haut des regroupements sans considération des affinités et des projets qui se font ou peuvent se faire dans le champ des enseignements de la création⁽⁵⁾. Il s'agit de réduire les services métiers pour aboutir, à la fin, à deux ou trois sous-directions transversales et à un service de l'inspection déjà coupé largement des autres services (sauf par les chemins de traverse qu'emprunte toujours - mais pour combien de temps ? - une politique en prise avec les secteurs professionnels).

En 2012, Michel Orier concluait ainsi son intervention « *Alors soyons imaginatifs ensemble dans un vrai mouvement collectif. Nous pourrions ainsi aller de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous* ». Il s'agit maintenant plutôt que l'horizon de tous se plie à l'horizon d'un seul, qui, en ce qui concerne l'enseignement supérieur anticipe même sur des propositions demandées à l'IGAC par la (les) Ministre(s).

1 Enseigne d'une boutique qui vendait, entre autres, des perles multicolores.

2 Une révision à la baisse, une réduction jivaresque, une reddition.

3 Au départ, cette formation était destinée à l'encadrement intermédiaire. Les représentants du personnel, sans trop d'illusion sur cette fausse réponse à un vrai problème ont dit et redit qu'elle devait au premier chef s'adresser à l'encadrement supérieur.

4 Ceux qui pourraient s'y opposer sont par avance taxés de défendre un pré carré, de ne pas vouloir bouger. Et si c'était l'inverse ?

5 Projets qui transcendent les frontières organigrammatiques: les enseignements des arts visuels recoupent dans la vraie vie les limites des directions (l'architecture, le design, les arts plastiques...) et même des ministères (les arts appliqués, la mode...)

Les tablettes au musée ou du sexe sous les pixels

Dégainez vos tablettes : vous êtes dans un musée. Devenu membre de la communauté des museogeeks, vous allez devenir chef de pouces et bruler du net-culturel. Oubliez les œuvres, apprenez tout sur les œuvres : vos compagnons de la virtualité dirigent la manipulation. On vous signalera les oubliettes, mais vous ne tomberez plus jamais dans les œuvres. Le regard dirigé, vous allez voir les détails interdits à en perdre le sens. Surtout, vous allez oublier le désir, le choc de la visite, toujours prévenu par des pixels éternels. Le choc se meurt : vive l'instruction ! L'œil droit dans l'application, vous oubliez d'aller caresser l'objet, la force de frappe de la création devient cupide interprétation de logique 3.0, et dans la solitude des déserts artificiels, vous laissez passer l'abandon.

Un peu de sexe dans l'art, de vertu paresseuse et languissante, d'explosion de lumières : c'est jouir qu'il faut quand on voit des œuvres accrochées qui matent votre venue. Ce sont des objets de chair, dans des cadres de vie, abusés d'histoire, qui veulent se montrer nus, et qu'on abuse de leurs génies. Sur une frivolité de toiles, pas dans les toiles, vous avez des traces de crimes, de coupes, de coups, de reprises, d'hésitation, de brouillons, de séductions, d'ingénuités, de violences et de performances. C'est le corps d'un homme que vous affrontez, c'est une vie qu'on vous raconte sur des surfaces aléatoires, c'est un drôle de boucan accroché au mur qui vous interpelle, vous glace et vous réchauffe. Tout le monde mate : l'œuvre est une pute achevée, vous en êtes son heureux client. Vous avez déjà interrogé votre smartphone avant de faire l'amour ? Si vous prenez l'œuvre dans le bon sens, ce que je vous souhaite, vous vous attaquez à un corps fait d'âme et de partage. Respectez le don de l'artiste, sa réparation et faites de sa rencontre un acte de chair où le plaisir d'apprécier les formes d'un autre vous rappelle ce qui vit dans votre ventre.

Les œuvres couvraient les églises, les administrations et la vie domestique : des rituels d'état, de croyances et d'ostentations flanquaient des murs bien définis. La Révolution française vous a balancé tout ce fatras dans les musées pour la plus grande joie de la démocratie culturelle. D'abord on vous les a empilées pendant près de 200 ans avec une énergie d'exhibition parfaitement recommandable.

Mais, deux siècles c'est bien long pour suivre l'histoire. Alors, on vous retapisse les murs depuis une vingtaine d'années sans jamais avoir eu vraiment le courage de rectifier définitivement le tir. Les scénographes se touchent pour harmoniser les couleurs et redresser les cordons de sécurité. Et, surtout, s'agitent beaucoup pour jongler avec les cartels. Pour forger des alibis, on accueille quelques pauvres et pour bourrer les caisses, on traîne des hordes de nantis pour satisfaire leurs frustrations.

Le musée devient le sérail des cohortes et des cocottes touristiques, un amalgame de charités vaines et de balades hystériques. Il faut écraser ses poussettes sur des escaliers dignes de Potemkine Au bout du comptoir vous essuyez les plâtres de vos 10 euros convulsifs et vous haïssez les dimanches qui ne sont plus gratuits parce qu'un cabinet s'assujettit à ses propres rapaces établissements publics. D'ailleurs les expositions ne l'ont jamais été, gratuites. On vous allèche avec des tarifs à répétition, comme ces flingues à barillet qui tournent en rond pour ne jamais vous permettre de voir autre chose que du « permanent » si vous ne dégainez pas vos 10 euros. Le ministère de la Culture et de la Communication a-t-il jamais eu besoin d'un euro, sauf pour se justifier de cet « euro près » qui justifie l'impuissance de l'imaginaire au sein d'une administration culturelle devenue rond de cuir, pleine de gestion et gavée d'évaluation. Allez donc initier quelque chose, après ça !

Votre sanctuaire du beau vous ouvre plus les bras pour vous tendre une tablette : les scénographes devant leur impuissance à refaire le musée, les directions vous apportent ses ersatz sur un plateau de quelques centimètres-carré avec, au menu, son désert d'âmes. Bravo quand on n'a plus que l'initiative virtuelle à défaut de l'amoureuse ! Il faudrait un gant pour souffleter l'écran et le balancer au pré percé d'une lame vengeresse. On le verrait peut-être enfin saigner, enfin vivre. Et mourir.

Demandons un nouveau musée : le public a droit, tous les deux siècles, à la réinvention de ses lieux d'apprentissage. Gardons tous les corps prioritaires, conservons les forces de vie de la rencontre entre l'œuvre et l'homme, le témoignage et son interprétation, sa vie,

sa rupture, comment la création s'accroche à nos chairs pour marquer un peu de leur génie et réussir à gagner des forces encore trop silencieuses. Qu'on fasse des musées rebelles, des musées de notre temps plein de bruit et de fureur, bien fourrés des trop plein d'expression des artistes, de seins meurtris et d'apocalypses sociaux et solidaires. Faisons des musées de foi, plein de matières à vifs lancées à la gueule du client pour qu'il exprime enfin sa reconnaissance On a eu le théâtre de la brutalité, on demande le musée de la brutalité, une correspondance d'intelligences avec la rapidité et la violence de notre siècle : pas une exhibition d'esthète ou d'élite friande de charité publique. Nous voulons un service public de la présentation des œuvres, une acte salubre pour découvrir la diversité des formes et l'expression des hommes.

Travaillez, messieurs les bâtisseurs de salles, d'antennes et autres établissements décentralisés : voyez la vie, la société et faites d'une exhibition une politique constructive. Que ces maisons ne soient plus closes aux réalités et qu'elles deviennent vraiment ces lieux de plaisir et d'érection d'un monde nouveau de transmissions et de partages.

Messieurs, rangez les tablettes, car, dans ce cas-là, ce ne sont que des outils d'éducation domestique ; hissez les médiateurs, car ce sont des hommes, et formez-les au vivant : diffusez les largement dans les salles et les quartiers pour annoncer la bonne parole. Faites grouiller la vie et offrez au voyageur sans culture les armes de défense pour l'appréhender mieux, sous toutes ses différences, sous tous ses combats. Il y a matière à ce que la Culture reprenne enfin chair, et incarne la puissance critique des hommes. Les nouvelles technologies ont bien mieux à faire que de se voir reléguer au rang de sautoirs.

Il y a une histoire d'amour à parier avec l'œuvre d'art : elle est peut-être inscrite dans les tablettes ; il s'agit maintenant de la faire vivre.

Numérique : le lapin blanc

Dans *Alice au pays des merveilles* c'est le lapin blanc courant comme un fou qui entraîne Alice au fond du terrier imaginaire. Quel étrange lapin avec son gilet suranné et son énorme montre à gousset. Pourquoi court-il ? Où va-t-il ? Quel est son urgence ? Tout ça est très mystérieux et, bien sûr, la curiosité d'Alice en est piquée ce qui va l'entraîner aux frontières du rêve et du cauchemar. Cette inquiétante familiarité du lapin blanc et sa course effrénée vers une destination que personne ne connaît fait penser à ce que nous vivons avec le numérique. Il est là, il court, ne se repose jamais, nous entraîne, nous interroge, nous fascine, nous transforme malgré nous mais nous sommes toujours derrière, comme Alice, à nous demander où il nous mène et le sens de tout ça ! Le lapin blanc tout le monde le croise dans sa vie quotidienne mais personne ne le comprend complètement et moins encore ne l'attrape. Le lapin semble avoir rendez-vous avec des personnes très importantes qui ont accès au mystère, à l'urgence, au sens ultime de tout ça. Mais nous partageons le même sort qu'Alice. Nous sommes dépassés au sens propre et figuré. Tout va si vite ! Dans ce monde des réseaux (de terriers) et de la culture, comment nous orienter alors que la montre sur le cadran du lapin blanc a déjà tourné ? Quelles pourraient être les missions du ministère de la Culture (et de la Communication ! car il s'agit souvent aussi de

communiquer!) ? Le secrétariat d'État chargé du numérique a mis notamment l'accent le 3 septembre en Conseil des ministres sur : L'acquisition des compétences numériques par la jeunesse ainsi que par les salariés et les demandeurs d'emploi, grâce à des programmes dédiés, la circulation des usages numériques dans les territoires, notamment au bénéfice des populations exclues. Nous pourrions faire nôtres ces orientations, dans nos missions et domaines de compétences. Les compétences et usages ciblent à la fois les outils et leurs contenus, la forme et le fond, la réception et le pouvoir d'interactivité, bref, tout ce qui signale une culture précisément. Et qui ne se réduit pas forcément à l'économique. Au cœur du numérique, il y a l'information et ses supports. Le lapin blanc sait quelque chose lui et il possède une énorme montre à gousset ! Voilà nos axes d'action. Des contenus et des usages à diffuser, un sens à maîtriser, des chemins multiples à ouvrir. Sans oublier d'accompagner les agents dans cette révolution numérique que certains entrevoient comme une révolution anthropologique. Le lapin blanc nous entraîne dans un nouveau monde qui ne se substitue pas à l'ancien. Au MCC d'aider à rattraper activement le lapin blanc et d'aider tout à chacun à trouver sa propre voie, son autonomie dans ce monde étrange et mouvant.

Vente à tempérament au moins disant

Les écoles supérieures, sous tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, sont l'objet de tractations au sein d'une technocratie, qui ne les connaît le plus souvent qu'au travers des prismes d'une revue générale des politiques publiques rebaptisée du nom plus heureux de map (modernisation de l'action publique, devenue elle-même mactam), changement oblige: contrats de performance, taille critique, regroupements et mutualisations, autonomie juridique (établissements publics de coopération culturelle). Les acteurs de ces tractations sont les mêmes que pour le reste. La direction générale des médias et des industries culturelles n'y est que pour peu, en nombre d'étudiants (l'école nationale supérieure des bibliothèques et la FEMIS), la direction générale des patrimoines plus (avec l'institut national du patrimoine, l'institut national d'histoire de l'art, les écoles d'architecture), faisant jeu égal avec la direction générale de la création artistique (les conservatoires supérieurs, les centres de formation aux diplômes d'État, et les écoles supérieures d'art et de design). Le secrétariat général, en charge du programme 224, transmission des savoirs et démocratisation culturelle, en a la tutelle budgétaire. Enfin, pour compléter le paysage, le ministère de l'Enseignement supérieur dicte depuis quelques années sa loi sur l'évaluation, en gardien de l'alignement rectiligne de l'architecture LMD (licence maîtrise, doctorat).

Le constat énoncé sans appel - et sans diagnostic - est d'un dysfonctionnement. Sans qu'il soit besoin de le nommer ni de l'attribuer. On retrouve là l'antienne de la transversalité, dont seul un pilotage réunifié serait à même d'assurer les fruits attendus de grands campus culturels, visibles, lisibles sur une carte à petite échelle, de ces cartes qui permettent depuis une direction centrale, de diriger par la réduction des identités au poid d'indicateurs semblables et comparables.

En recherchant des dénominateurs communs, on trouvera sans étonnement que ces écoles ont des étudiants, une sélection à l'entrée, des diplômés, des taux d'insertion de leurs anciens étudiants, toutes matières propices à l'élaboration de ratios, dans tous les sens de croisement possibles avec, aussi, leurs budgets et leurs effectifs d'enseignants et d'autres personnels.

Le propos se veut rationnel et raisonnable à la fois, fabriquant son adversaire et le renvoyant à des corporatismes repliés. Sans polémique excessive à l'encontre d'un univers, l'université, qui n'est pas elle-même si rectiligne qu'il n'y paraît, on dira simplement que les pensées qui ont compté dans le demi siècle écoulé

s'y sont moins épanouies qu'ailleurs (institutions parallèles, écoles des hautes études en sciences sociales, école pratique des hautes études, collège international de philosophie, collège de France...). Que les écoles d'art aient pu rechercher une légitimation dans ces « ailleurs » témoigne d'un rapport différent au savoir et à la fabrique d'une pensée dont l'expression pourrait n'être pas exclusivement discursive. Rien, c'est une banalité de le dire, n'est moins modélisable que l'art, si ce n'est le succès des œuvres. L'innovation obéit à d'autres processus que la reproduction du savoir.

Pourquoi alors cet empressement et ce zèle, habillé d'un souci apparent de sauver ces écoles des ambitions supposées du ministère de l'enseignement supérieur? De quels enjeux, de démocratisation, de création au bénéfice de l'industrie, des services et du corps social sont porteuses - ou non - ces écoles ?

De la discrimination au sein de la Culture à La culture de la discrimination

Vu du ciel rien ne distingue un serviteur de l'État d'un autre. Mais vu du ciel me direz-vous, rien ne distingue un zèbre d'un kangourou !

On peut souhaiter que notre nouvelle Fleur Ministérielle tienne plus de la rose pour prendre cet épineux problème à bras le corps, que de l'edelweiss perché sur son sommet.

Combattre la Discrimination fait *l'unanimité*, mais quand celle-ci a le malheur de se vouloir *positive* tout se complique ! Il faut choisir son camp !

Il en est donc des chasseurs comme des discriminations : il y a « le bon » et « le mauvais chasseur »...

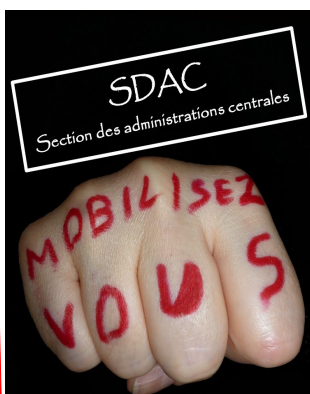
Mais pour combattre les discriminations encore faut-il les débusquer et les prouver.

A sa cousine juridique, le harcèlement, cette bonne vieille discrimination n'a rien à envier dans le monde du travail. Difficilement prouvable, source de multiples discours vides, elle est là, sournoisement installée au sein même de notre société sous diverses formes.

Quand est-il dans notre Ministère ?

Quand est-il au sein de cette diversité de serviteurs de l'État, tout à fait distinguable à bien des égards vu du sol ? Nul sexisme, nul racisme, nulle homophobie, nul antisémitisme et même pas de cyclisme. Non rien en « isme » dans notre beau Ministère, pas de corporatisme, pas de sectarisme, donc nul besoin de les chasser.

Rappelons juste à notre ancienne Présidente du Club du 21ème siècle qu'il serait temps de commencer la chasse aux multiples discriminations sur ses propres terres plutôt que de les définir et de les analyser. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, les belles âmes aux belles paroles sont appelées à agir et à obtenir des résultats probants.



**AGENTS DE CENTRALE
N' HESITEZ PAS
A NOUS CONTACTER,
A ADHERER**

sdac.cgt-culture@culture.gouv.fr

01 40 15 51 70/51 74

Cgt-culture :

<http://www.cgt-culture.fr>

Sdac :

<http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique292>

Adhésion :

<http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique8>